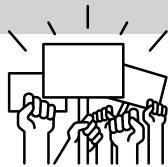


## Défendons notre université contre les politiques austéritaires et réactionnaires



### Antifascistes encore et toujours



Suite à la mort d'un militant nationaliste, la séquence politique qui s'ouvre permet à l'extrême-droite de dérouler son discours, qui est repris par une grande partie de la classe politique et des médias. Cette fascisation a des conséquences concrètes pour nos conditions de travail et d'études à l'Université. Ainsi par exemple, la manifestation néo-fasciste du samedi 21 février a entraîné la fermeture préventive des BU et de locaux de nombreuses universités lyonnaises. De même le ministre de l'ESR en profite pour inciter les présidences d'Université à interdire les réunions politiques dans les Universités. Sous couvert de respect de l'ordre public, on autorise les manifestations réactionnaires sous nos fenêtres mais on interdit la politique sur les campus. Depuis, des organisations politiques et syndicales sont victimes d'attaques de leurs locaux ou de menaces à la bombe, témoignant du danger que représente la montée des discours fascistes. Nous refusons le renvoi dos-à-dos du fascisme et de l'antifascisme et la confusion de discours qui s'installe. Le second n'existe qu'en réponse au premier, violent et destructeur.

### Les restrictions budgétaires précarisent les personnels et les étudiant·es



L'austérité budgétaire qui nous est imposée est l'une des composantes réactionnaires du paysage politique. Le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche pour 2026 est un nouveau coup de massue. Les 32 milliards d'euros prévus ne sont rien à côté des 58 milliards pour l'armée, et des 211 milliards d'aide publique aux entreprises. Pour 2026, 80% des Universités ont voté un budget en déficit. Ces dernières années dans l'ESR, les effectifs des personnels ont très légèrement augmenté (+2,6% sur 10 ans), alors que le nombre d'étudiant·es a bondi de +20 % entre 2014 et 2024, passant de 2,5 millions à 3 millions. Aussi, la précarité des personnels s'est accrue, en atteignant 36% de contractuel·les. Parmi ces dernier·ers, 70% sont des femmes dont près de la moitié en catégorie C (catégorie la moins bien rémunérée du service public). Il manque aujourd'hui au moins 8 milliards d'euros pour répondre aux besoins de l'enseignement supérieur public. L'austérité détériore profondément le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusqu'à en menacer l'existence même.



### L'austérité qui tue les diplômés



A Lyon 2, le plan d'austérité voté à l'automne 2025 par le conseil d'administration va se poursuivre en 2026 avec un plan de retour à l'équilibre financier (PREF) qui devra être adopté avant mi-avril 2026. Le conseil d'administration de Lyon 2 approuvera les enveloppes budgétaires globales des mentions de diplômés. A l'heure actuelle, le plan d'austérité prévoit une coupe budgétaire d'1,5 million d'euros sur la nouvelle offre de formation, soit la suppression de 28 000 heures de TD (10% de l'offre globale de formation). Ce sont concrètement des diplômés qui sont supprimés et des enseignements qui disparaissent.

Ce qui est demandé aux équipes pédagogiques et administratives, c'est de se saborder elles-mêmes : la direction de l'Université nous demande de choisir les heures, les diplômes et donc les disciplines à supprimer. Quid aujourd'hui de certaines langues rares qui nécessairement se déroulent avec des effectifs d'étudiant.es réduits ? Et pour l'ensemble des disciplines plus généralistes, la baisse du nombre d'heures est brutale. Dans certains masters, ce sont des cours magistraux de 30 h qui passeront à 20h, des TD en licences de 15h qui passeront à 10h, avec des effectifs dans les salles de cours toujours plus nombreux.



## **Les mesures réactionnaires qui menacent le service public de l'ESR**



Les Universités sont aujourd'hui la cible des pires mesures réactionnaires. C'est le cas par exemple de la réforme "Bienvenue en France" qui vise à faire payer plus cher les frais d'inscription des étudiant.es étranger.es extérieur.es à l'Union européenne. A Lyon 2, la fin de l'exonération de frais d'inscription pour les étudiant.es étrangèr.es mène à une situation cruelle : pas de certificat de scolarité ; pas de carte étudiant.e ; pas d'accès aux plateformes de cours en ligne, aux bibliothèques et à certains espaces de travail ; impossibilité de valider leur année ; difficulté accrue dans l'accès au logement et à l'emploi ; remise en cause de leur titre de séjour.

Ces mesures réactionnaires sont prolongées par le budget 2026. Par exemple il exclu des APL les étudiant.es non boursier.es non européens. Aussi, le gouvernement réfléchit à faire incombler le budget de fonctionnement des Universités aux collectivités territoriales. Cette mesure serait catastrophique puisqu'elle soumet l'Université au bon vouloir des collectivités qui peuvent être dirigées par l'extrême droite. Aujourd'hui la Région AURA refuse de financer certains dispositifs sur lesquels elle s'était pourtant engagée, accusant Lyon 2 d'"islamo-gauchisme". Elle retient illégalement des millions d'euros de subvention qu'elle devait verser à Lyon 2 pour financer les travaux de réhabilitation et d'aménagement (la Ruche à Porte des Alpes), sans lesquels l'Université ne peut tout simplement pas payer les entreprises mandatées pour les conduire. Par ailleurs, la région refuse aussi de financer l'emploi étudiant à Lyon 2 et rejette systématiquement toute réponse à appel à projet provenant de notre université.

L'ensemble de ces attaques témoigne du risque qui pèse sur les Universités quand l'État se désengage du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche en laissant l'Université aux mains des réactionnaires : heurt aux libertés académiques ; restrictions d'accès aux études pour toutes et tous ; dégradation des conditions de travail et d'étude ; précarisation du personnel...

### **Nos organisations réunies proposent de se tenir prêt.es à réagir dès les prochains mois :**

- **03/03, 12h30 Place Guichard : rassemblement pour les libertés et droits syndicaux, contre l'extrême-droite**
- **10/03, 11h30-13h30 devant le rectorat de l'Académie de Lyon (92 rue de Marseille) : Grève et rassemblement contre les suppressions de postes dans le service public de l'ESR et la mise au pas des universités et des organismes nationaux de recherches par leur sous-financement chronique. Mobilisation appelée par l'intersyndicale au niveau national.**
- **02/04 Conseil régional : rassemblement lors du vote du budget de la Région devant le conseil Régional avec les travailleuses de la culture, heure à venir.**
- **10/04 Cour centrale de BDR : rassemblement lors de la délibération par la CFVU sur la ventilation définitive de l'enveloppe d'heures d'enseignement par mention.**